

**Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal**

**Séance du 19 septembre 2024**

**N° 2024/063 - APPROBATION DE LA CONVENTION RELATIVE AU TRAITEMENT DES  
AVIS DE MISE EN FOURRIÈRE AVEC L'AGENCE NATIONALE DE TRAITEMENT  
AUTOMATISÉ DES INFRACTIONS (ANTAI)**

Le 19 septembre 2024 à 19h30, les membres du Conseil municipal se sont réunis publiquement sous la présidence de M. Jean-Pierre BARNAUD, Maire, au nombre de 22, au lieu habituel de leurs séances. Ils avaient été convoqués le 13 septembre 2024.

Il a été procédé à l'élection d'un secrétaire de séance pris au sein du Conseil municipal pour la présente séance, Madame Nathalie PAOLUCCI, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné(e) pour remplir ces fonctions et les a accepté(e)s.

**Etaient présents :**

M. Jean-Pierre BARNAUD Maire.

M. Jacques DRIESCH, Mme Anne-Marie VIALATOUX, M. Didier TREMOUREUX , Mme Christine COURTOIS, M. Didier STHOREZ, Mme Annie PELLET-SCHIFFRINE, Mme Félicia BOISNE-NOC, M. Pierre-Alexandre BAUX, Maires-adjoints.

M. Jean-Louis POUJOL, M. Jean-Jacques LE TARNEC, M. Denis FASANARO, Mme Sophie LE MONNIER, Mme Véronique GLOVER, Mme Nathalie PAOLUCCI, Mme Samira GUERROUMI, Mme Teresa LOSSO, M. Mickaël ASSOUS , Mme Marie-Christine DIRRINGER, Mme Orianne LOUAIL, Mme Laurence GRANDJEAN, M. Yahne BECKET MOUCKOLAS, Conseillers municipaux.

**Etaient représentés :**

M. Brice CHATEL, pouvoir à M. Pierre-Alexandre BAUX  
M. Jean-François FABRE, pouvoir à M. Denis FASANARO  
M. Richard DELLA-MUSSIA, pouvoir à Mme Sophie LE MONNIER  
Mme Martine LERFEL, pouvoir à M. Mickaël ASSOUS  
M. Christophe SIGNORET, pouvoir à Mme Véronique GLOVER  
Mme Françoise TROUVILLE, pouvoir à M. Jacques DRIESCH  
Mme Christiane CORNU, pouvoir à Mme Félicia BOISNE-NOC  
M. Hamza MOKHTARI, pouvoir à Mme Teresa LOSSO  
Mme Annie BOUDEVILLAIN, pouvoir à Mme Orianne LOUAIL  
M. Jean-Luc DOUBLET, pouvoir à Mme Marie-Christine DIRRINGER  
M. Emmanuel PUPPO, pouvoir à Mme Laurence GRANDJEAN

Les pouvoirs ont été délivrés aux membres du Conseil municipal présents, conformément à l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales, pour leur permettre de voter au nom des Conseillers municipaux empêchés. Les mandats ont été remis par le porteur à Monsieur le Président.

Membres composant le Conseil Municipal ... :	<b>33</b>
Membres en exercice .....	<b>33</b>
Membres présents .....	<b>22</b>
Membres excusés et représentés .....	<b>11</b>
Membre absent non représenté .....	<b>0</b>

Télétransmission Préfecture
Nomenclature : 9.1
Numéro : 094-219400199-20240919- lmc113848-DE-1-1
Date réception : 26 septembre 2024

**OBJET : APPROBATION DE LA CONVENTION RELATIVE AU TRAITEMENT DES AVIS DE MISE EN FOURRIÈRE AVEC L'AGENCE NATIONALE DE TRAITEMENT AUTOMATISÉ DES INFRACTIONS (ANTAI)**

**VU** le Code général des collectivités territoriales,

**VU** le Code de la route, et notamment ses articles L. 325.13, R. 325-12-1, R. 325-31, R. 325-32, R. 325-9, 2°-325-1,

**VU** la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, notamment son article 63,

**VU** l'ordonnance n° 2015-401 du 9 avril 2015 relative à la gestion, au recouvrement et à la contestation du forfait de post-stationnement prévu à l'article L. 2333-87 du Code général des collectivités territoriales,

**VU** le décret n° 2011-348 du 29 mars 2011 modifié portant création de l'Agence nationale de traitement automatisé des infractions,

**VU** le décret n° 2015-557 du 20 mai 2015 relatif à la redevance de stationnement des véhicules sur voirie prévue à l'article L. 2333-87 du Code général des collectivités territoriales,

**VU** le décret n°2020-775 du 24 juin 2020 relatif aux fourrières automobiles,

**VU** l'arrêté du 14 mai 2018 portant création d'un traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé « Service FPS-ANTAI »,

**CONSIDERANT** que depuis avril 2022, les mises en fourrières peuvent faire l'objet d'une notification par lettre recommandée avec accusé réception par l'Agence nationale de traitement automatisé des infractions (ANTAI) et ce, afin d'alléger les forces de sécurité intérieure,

**CONSIDERANT** l'intérêt que présente la possibilité de conventionner avec l'Agence nationale de traitement automatisé des infractions pour assurer une gestion efficace des mises en fourrière,

**LE CONSEIL MUNICIPAL,**

Après examen et délibéré,

**À L'UNANIMITÉ,**

**33 VOIX POUR**

**APPROUVE** les termes de la convention relative au traitement des avis de mise en fourrière avec l'Agence nationale de traitement automatisé des infractions,

**AUTORISE** le Maire à signer ladite convention, ainsi que tous les actes y afférent,

**PRECISE** que les dépenses correspondantes seront imputées sur les crédits prévus à cet effet au budget communal.

Fait et délibéré en séance, les jours, mois et an susdits et ont signé les membres présents

Certifié Exécutoire par le Maire compte tenu de la  
réception en Préfecture le 26 septembre 2024  
et de l'affichage le 26 septembre 2024

Le Maire,



Jean-Pierre BARNAUD

Le Maire,



Jean-Pierre BARNAUD

La présente délibération est rendue exécutoire à compter de sa télétransmission au contrôle de légalité et de sa publication en ligne sur le site internet de la mairie de Chennevières-sur-Marne.

En application de l'article L.411-2 du code des relations entre le public et l'administration, le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux formé auprès du Maire dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou affichage ou notification à l'adresse suivante : 14 avenue du Maréchal Leclerc 94430 Chennevières-sur-Marne.

En application de l'article R.421-1 du code de justice administrative, un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Melun - sis 43 rue du Général de Gaulle, 77000 Melun - dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou affichage ou notification, ou dans un délai de deux mois à compter de la réponse du Maire si un recours gracieux a été introduit. Ce recours contentieux peut être formulé par voie dématérialisée via l'application « télérecours citoyens » (accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)).